

Afrique de l'Est – Tanzanie

Par le SE de Dar Es Salam



L'économie tanzanienne connaît une dynamique de croissance soutenue (+5,4 % en 2024, après +5,1 % en 2023), grâce aux performances de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des services financiers. Selon le FMI, la croissance devrait rester élevée en 2025 (+6,0 %), portée par la mise en œuvre de projets d'infrastructures majeurs dans les secteurs de l'énergie et des transports, tels que la centrale hydroélectrique Julius Nyerere et la ligne ferroviaire SGR. L'inflation demeure maîtrisée et les finances publiques restent gérées avec prudence, permettant de maintenir un déficit contenu et un niveau de dette soutenable, le plus faible de la Communauté d'Afrique de l'Est. Toutefois, cette résilience économique s'inscrit dans un contexte politique incertain.

L'économie tanzanienne maintient une croissance soutenue malgré des fragilités structurelles

L'économie tanzanienne a affiché un dynamisme robuste ces dernières années, lui permettant de figurer parmi les croissances les plus élevées d'Afrique de l'Est (+4,9 % en moyenne/an entre 2020 et 2024). Ce niveau, bien qu'inférieur à celui observé avant la pandémie (+6,7 % en moyenne sur 2010-2019), reste soutenu par des secteurs clés tels que l'agriculture, les mines – principalement l'or, qui représente environ un tiers des exportations et profite de cours favorables depuis 2023 – ainsi que les services financiers. En 2024, la croissance a augmenté (à +5,5 %), en raison d'une bonne performance de l'agriculture : la Tanzanie a été l'un des rares pays de la région à bénéficier des effets d'El Niño, qui a engendré des précipitations supérieures à la moyenne, favorisant des récoltes particulièrement abondantes. Cette dynamique a également été soutenue par les secteurs de la construction, l'industrie manufacturière et les services financiers, renforcée par des projets structurants comme le barrage hydroélectrique Julius Nyerere et la ligne ferroviaire Standard Gauge Railway (SGR).

L'activité devrait légèrement ralentir à court terme, avant de se stabiliser à +6,5 % à moyen terme. Pour 2025, elle devrait s'élever à +6,0 %, portée par les investissements dans les infrastructures, notamment les transports et les réseaux d'énergie. La hausse des prix de l'or et la baisse de ceux du pétrole devraient également stimuler l'économie, via une intensification de l'exploitation minière et une atténuation des pressions inflationnistes importées. L'activité est également tirée par le dynamisme du tourisme depuis la crise de la Covid-19 : le pays est devenu en 2023 le 1^{er} récipiendaire de touristes internationaux de la région, devant le Kenya. À moyen terme, la croissance se stabiliserait autour de +6,5 %, soutenue par la mise en œuvre de l'agenda des réformes, l'amélioration du climat des affaires et des perspectives économiques mondiales favorables. Les projets majeurs en cours – barrage Julius Nyerere, voie ferrée SGR, Bus Rapid Transit (BRT) – contribueraient à cette dynamique. Cependant, ces perspectives positives s'inscrivent dans un environnement politique fragilisé, pouvant potentiellement générer des perturbations dans le secteur du tourisme et une défiance des investisseurs.

Sur le plan monétaire, la banque centrale (BoT) a rééquilibré sa politique monétaire face à la hausse de l'inflation sous-jacente (+3,5 % en 2024, contre +2,3 % en 2023). La BoT a abaissé son taux directeur une fois en 2025, le réduisant de -25 points de base (bps), de 6 % à 5,75 % lors de sa réunion de politique monétaire en juillet. La BoT avait relevé deux fois son taux directeur de +50 bps (en janvier et en avril 2024, portant ce dernier à 6,0 %). Cette politique, jugée neutre – voire légèrement accommodante par le FMI – vise à préserver la stabilité des prix tout en soutenant l'activité. L'inflation totale (+3,0 % en 2024, après +3,8 % en 2023) est inférieure à la cible fixée par la BoT (à +5,0 %). À moyen terme, l'inflation devrait se stabiliser autour de +4,0 %. La diversité climatique et l'étendue du territoire tanzanien assurent une agriculture variée, renforçant la résilience du pays face aux fluctuations des prix alimentaires.

Le secteur financier tanzanien reste stable et bien capitalisé, avec des prêts non performants (NPL) faibles (5 % en 2024). Malgré cette solidité, sa taille demeure limitée (actifs bancaires à 25,8 % du PIB) et la performance varie selon les institutions. Les principales vulnérabilités portent sur la concentration du crédit et la dollarisation.

La Tanzanie poursuit une gestion budgétaire très prudente malgré un contexte extérieur incertain

Le gouvernement maintient ses efforts pour maîtriser les dépenses publiques, renforcer les recettes et soutenir les investissements stratégiques, dans un contexte, cependant, d'incertitudes sur les financements extérieurs. Cette approche vise à préserver la stabilité macroéconomique et à soutenir la croissance à moyen terme, même dans un environnement marqué par des vulnérabilités externes et des défis politiques persistants. La réduction du déficit public se poursuit en Tanzanie, malgré un déficit structurel lié au troisième plan quinquennal (2021) axé sur les infrastructures. En 2024, le déficit a été ramené à -3,0 % du PIB, contre -3,7 % en 2023, grâce à une meilleure collecte des recettes, à la

lutte contre la fraude et à une gestion budgétaire plus rigoureuse. Dans le cadre du programme du FMI, les autorités ont réduit les dépenses courantes tout en augmentant les dépenses sociales et de développement, ce qui a permis d'améliorer le solde primaire. Les recettes ont continué de progresser en 2025, mais cette hausse devrait être partiellement absorbée par l'augmentation des dépenses prévue dans le budget supplémentaire, notamment pour l'éducation, la santé et le paiement des arriérés publics. Le déficit public est attendu à -3,0 % du PIB par le FMI.

La dette publique tanzanienne reste soutenable selon l'analyse de soutenabilité de la dette (DSA) de juin 2025, avec un risque modéré de surendettement depuis 2021. Bien que son ratio d'endettement (49,9 % du PIB en 2024) soit le plus faible de la Communauté d'Afrique de l'Est, il augmente régulièrement sous l'effet du financement de grands projets d'infrastructures et du creusement des déficits publics. La mobilisation des ressources domestiques demeure insuffisante : les recettes fiscales représentent seulement 16,1 % du PIB en 2024, un niveau inférieur à la moyenne régionale (17,0 %), notamment en raison d'exemptions fiscales peu efficaces. Dans un contexte de forte croissance démographique (140 millions d'habitants en 2050, contre 66,6 millions en 2023), cette faiblesse limite la capacité du pays à financer son développement et renforce sa dépendance aux financements publics pour les projets structurants tels que le barrage Nyerere ou le SGR. La structure de la dette est majoritairement externe (68,3 %), composée en grande partie de créanciers multilatéraux (67,0 %), ce qui permettait jusqu'ici de bénéficier de conditions concessionnelles. Toutefois, il existe des incertitudes liées au contexte général de baisse des engagements des bailleurs de fonds internationaux, accentuées par les tensions post-électorales du 29 octobre 2025.

L'équilibre externe de la Tanzanie s'améliore avec un déficit courant ramené à -3,0 % du PIB en 2024, porté par la hausse des exportations d'or, de noix de cajou, de tabac et du tourisme. Toutefois, la faible industrialisation entretient une forte dépendance aux importations et expose sa monnaie, le shilling tanzanien, aux chocs extérieurs, après une dépréciation de 15,6 % entre 2022 et 2024. La Banque centrale reconstitue prudemment ses réserves, désormais stabilisées à 4,5 mois d'importations. En 2025, le déficit courant devrait rester à -3,0 %.

